

## Vers une vraie réforme du FMI ?

*La répartition des pouvoirs au sein FMI repose sur un état de choses totalement dépassé.*



Par **Jacques Mistral**, membre du Conseil d'analyse économique et auteur de *La troisième révolution américaine*, éd. Perrin 2008 (prix du Livre d'économie 2008).

Il y a deux ans à peine, le Fonds monétaire international (FMI) était comparé à un pompier mis au chômage par l'absence d'incendie: personne ne lui empruntait plus, son personnel était devenu oisif. Dans l'exubérance financière qui prévalait alors et ne sachant trop quelle tâche nouvelle lui confier, beaucoup le considéraient déjà comme une relique du passé. Mais la crise financière mondiale est passée par là et le monde a bien changé. Une sorte de résurrection du FMI pourrait bien être le moins médiocre résultat du G20 réuni à Londres le 2 avril.

Le FMI est de retour d'abord parce que les difficultés de financement externes auxquelles sont confrontés de nombreux pays redonnent une pleine actualité à sa mission traditionnelle. Les demandes d'intervention se multipliant, en particulier en Europe centrale, le Fonds a besoin de ressources supplémentaires. Il en a déjà trouvé pour 100 milliards de dollars auprès du Japon, en attendant des montants beaucoup plus élevés dans les mois qui viennent. C'est indubitablement un élément important du dispositif de lutte anti-crise à l'échelle internationale. Mais il y a des raisons de douter que l'accord entre les membres du G20 aille, à l'heure actuelle, bien au-delà d'une augmentation des ressources de l'institution.

Parler de réforme du FMI, c'est soulever à la fois la question de la logique de ses interventions et celle de la représentation des pays émergents. La répartition des pouvoirs au sein des organes de direction du Fonds repose comme on le sait sur un état de choses totalement dépassé. Et, dans la décennie 1990, l'action du Fonds est considérée par beaucoup de gouvernements comme l'expression brutale des intérêts financiers du monde occidental. Un ensemble de recettes appliquées unilatéralement, de manière mécanique (*one size fits all*) et qui ont été bien incapables de prévenir la présente crise. Le résultat est que l'Asie, en particulier, où beaucoup de pays considèrent qu'ils ont été durement traités à la fin des années 1990, ne veut plus avoir à se tourner vers le Fonds.

D'un autre côté, les Européens bénéficient à l'heure actuelle d'une sur-représentation manifeste, les "grands pays" disposant chacun de leur siège au conseil, mais aussi les petits, qui ont su agréger autour d'eux un certain nombre d'intérêts dont ils se sont faits les porte-parole. D'où, depuis plusieurs années déjà, des appels répétés à une réforme des quotas (la répartition du capital du Fonds) et des "chaises" (les sièges au conseil d'administration). Des années de discussion ont produit une mini-réforme aboutissant à une augmentation des quotas de 2,5% au profit de quelques grands émergents. On est cependant loin du compte aux yeux des principaux intéressés. Et les Européens, qui plaident de manière rhétorique pour la réforme, font manifestement partie des obstacles au changement.

**Jacques Mistral**

[Alternatives Economiques - n°279 - Avril 2009](#)

Partagez :

Pour commenter cet article, je m'identifie ou je crée mon compte :

### **Immobilier Crise**

La Crise Immo crée des Opportunités Vente  
Privée: Programmes Déstockés

### **Faillite Des Etats**

Abonnements : 12 rue du Cap Vert 21800 Quetigny - Tel 03 80 48 10 25 - Fax 03 80 48 10 34 - [abonnements@alternatives-economiques.fr](mailto:abonnements@alternatives-economiques.fr)  
Rédaction - Alternatives Economiques : 28, rue du Sentier, 75002 Paris - 01 44 88 28 90 - [redaction@alternatives-economiques.fr](mailto:redaction@alternatives-economiques.fr)

© Alternatives Economiques. Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées sur ce site est soumise à

l'autorisation de : Alternatives Economiques. Ce site fait l'objet d'une déclaration auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des

Libertés sous le numéro 821101

[Alternatives Economiques/Articles/Vers une vraie réforme du FMI ?](#)